

semble vouloir créer l'impression que tel est bien son dessein, lorsqu'il parle d'un programme de paiement au fur et à mesure.

Nous nous heurtons donc ici à un problème particulièrement grave. Que les députés, même les plus brillants et les plus habiles, ceux qui n'hésitent jamais à faire de l'esprit, se mettent sérieusement à l'œuvre afin de découvrir le moyen de faire les frais de notre effort de guerre et de nos autres entreprises sans recourir à de tels impôts. Je prétends que c'est possible.

**M. Sinclair:** Je puis répondre maintenant au député qui a demandé si nous avons reçu des griefs. Jusqu'à hier soir, nous avons reçu huit télégrammes de la part de gens qui, ayant acheté des distributeurs automatiques d'eaux gazeuses, trouvent la taxe un peu injuste, ainsi qu'une lettre dans laquelle on s'élève contre la taxe sur les bonbons.

**M. Hodgson:** J'ai déjà reçu dix lettres de gens qui ont fait l'acquisition de distributeurs mécaniques d'eaux gazeuses.

**M. Sinclair:** On ne m'a pas demandé combien de lettres le député a reçues mais bien combien de lettres le ministre des Finances a reçues.

**M. Hansell:** L'adjoint parlementaire n'a pas répondu à la question du député de Lethbridge, dont les observations méritent une réponse, car il a abordé le programme financier du Gouvernement. C'est là le nœud de la question. Le Gouvernement a-t-il adopté le bon programme? Certains groupes ici n'ont pas proposé d'autre solution au Gouvernement parce que leur programme dans le domaine financier est analogue à celui du Gouvernement. Je crois que l'adjoint parlementaire se doit de répondre au député de Lethbridge.

Exposons la situation en d'autres termes. Le député de Lethbridge a précédemment dit que ces nouveaux impôts auront pour effet de majorer les prix. Ce sera donc l'inflation. Je veux poser une question précise. Crée-t-on ces impôts afin de recueillir l'argent requis pour la réalisation de notre programme de défense supplémentaire,—argent que la Banque du Canada pourrait créer directement, comme le député de Lethbridge l'a signalé,—ou est-ce afin de diminuer la puissance d'achat du pays? Ce n'est pas une réponse d'une heure que je demande à l'adjoint parlementaire. Point n'en est besoin, car en le faisant, il compliquerait le problème. Qu'il réponde à la question de façon simple.

**M. Sinclair:** Lorsque le député de Macleod s'est levé, je n'ai pu m'empêcher de me rappeler le conseil qu'il donnait il y a un an quand il disait que s'il était ministre ou ad-

joint parlementaire et que s'il avait à diriger l'examen des crédits, il resterait cloué à son siège, l'air hébété.

**M. Hansell:** Très bien!

**M. Sinclair:** Je pourrais donc essayer de suivre ce conseil; du reste, les députés conviendront que je n'aurais pas beaucoup de difficulté à prendre un air hébété. Cependant, je me rappelle que le député de Lethbridge préférerait que ce ne fût pas moi qui répondît à la question. Il s'adressait aux membres de l'opposition, leur demandant quelle taxe rapportant 18 millions de dollars on pourrait substituer à celle-là.

**M. Blackmore:** C'est exact.

**M. Sinclair:** Puisque aucun d'eux n'a répondu, je ne vois pas pourquoi je répondrais, d'autant plus que je ne me considère pas comme un membre de l'opposition.

**M. Blackmore:** Ce n'est pas à l'adjoint parlementaire que je posais cette question.

**M. Hansell:** Si je ne sais trop à qui cette question s'adressait, c'est que je ne suivais pas d'assez près la discussion. Quoi qu'il en soit, en ma qualité de député de Macleod, je pose maintenant ma question à l'adjoint parlementaire. La Banque du Canada est autorisée à créer de la monnaie pour le compte du gouvernement. Il est indubitable qu'elle a le pouvoir de le faire. Le Gouvernement ne lui a pas demandé de l'exercer. Il impose une taxe sur ces denrées. Or, l'imposition de cette taxe a-t-elle pour fin de prélever de l'argent pour un plus grand effort militaire ou plutôt de drainer le pouvoir d'achat? Je demande une réponse.

**M. Sinclair:** Je n'obéirai pas au conseil que m'a donné, l'an dernier, le député de Macleod. Je lui fournirai la même réponse que j'ai donnée au député de Lethbridge quand il m'a posé la même question, l'an dernier. Tous les députés, quelles que soient leurs théories ou leurs opinions financières, admettent, comme moi, que les presses de la Banque du Canada peuvent imprimer une autre liasse de dix-huit millions de dollars pour mettre ces billets en circulation et que cela ne dérangera pas d'un pouce la structure des prix du pays. Évidemment, si cette ligne de conduite vaut à l'égard des boissons gazeuses et des bonbons, nous devrions en faire autant à l'égard des impôts sur les sociétés, des taxes d'accise, des droits de douane, et ainsi de suite. Nous devons aussi nous rappeler que, lors de la dernière guerre, nous avons dépensé jusqu'à 6 milliards par année. Si nous commençons à sortir des presses de la Banque du Canada six milliards par année pour acquitter ces dépenses, je prétends

[M. Blackmore.]